

Le 27 février 2018, le conseil plénier du département d'histoire s'est prononcé contre la participation à la consultation des équipes pédagogiques lancée par le Comité des Études et refuse de s'associer à la commission de classement des candidats sur Parcoursup au motif même de ses réticences sur le principe et les modalités de mise en œuvre de ce classement.

En effet, le département d'Histoire souhaite faire part de sa vive inquiétude face au classement des candidatures dans Parcoursup : une surcharge de travail considérable ne risque-t-elle pas de produire un résultat au mieux vain, plus probablement nocif pour les étudiants comme pour notre institution ?

Dans le cadre des portails, le département d'Histoire aurait dû participer à l'examen des dossiers des futurs historiens, mais aussi des archéologues-historiens de l'art, des géographes, des anthropologues et des sociologues, soit quelque 5 000 demandes. A raison de 5 à 15 mn par dossier, cela demanderait entre 400 h et 1 250 h. Un classement sérieux et fiable dans ces conditions nous paraît impossible et ne nous paraît pas correspondre à nos missions d'enseignants chercheurs.

Sur le fond, classer les étudiants nous paraît à tout le moins inutile, voire paradoxal, quand le département d'Histoire, pas plus que l'UFR, ne souhaite introduire de sélection et accueillera finalement tous les candidats issus de l'Académie. Pis que cela, ce classement risque d'induire les élèves en erreur : à nos yeux, les rangs dépendront très largement du nombre de demandes dans une discipline et ils seront donc d'autant plus mauvais que le nombre de demandes sera élevé. Le classement ne sera donc pas un indicateur des chances de réussite de l'élève, mais d'abord du succès de la filière demandée. Un élève relativement mal classé en Histoire ne préférera-t-il pas une filière qui n'était pas son premier choix, mais dans laquelle son classement lui paraîtra plus favorable ? Peut-on alors considérer ce classement comme un instrument d'orientation valable et ne risque-t-il pas plutôt de détourner les élèves de notre discipline et de susciter une inutile anxiété dans les familles ? Nous sommes aussi inquiets de l'effet dévalorisant et démotivant de ce classement, quand les premiers classés s'orienteront selon toute probabilité vers une classe préparatoire et des étudiants mal classés seront admis.

Dans l'intérêt des futurs étudiants, comme dans celui de notre Département et de notre Université, nous considérons donc qu'un classement *ex aequo* de toutes les demandes, dans une formation non sélective, permettrait de manifester aux futurs bacheliers désireux de conduire des études d'Histoire que nous souhaitons les accueillir et les mener à la réussite. Nous sommes convaincus que l'Université doit pouvoir être pour toutes et tous un nouveau départ et c'est à cela que nous souhaitons consacrer notre temps et notre énergie.